



Bureau Régional pour l'Education en Afrique  
BREDA - Dakar

## **BULLETIN EPT AFRIQUE – Juin 2002**

*Bienvenue sur le Bulletin électronique EPT Afrique*

### **Education pour tous (EPT) : quelles avancées dans la préparation des plans d'action nationaux?**

A quelques mois des échéances de l'objectif "plan disponible pour tous en septembre 2002" il est utile de jeter un regard critique sur le bilan obtenu. C'est le moment de revoir le point de départ, les performances réalisées par rapport à l'échéance, et les tâches qui restent à accomplir.

En effet comme convenu au forum mondial à Dakar en Avril 2000, la première étape déterminante pour la réalisation des objectifs consiste à planifier de manière rigoureuse et crédible, les activités à mettre en œuvre. A 90 jours des échéances, suite à une enquête réalisée en vue des fora EPT, le point de la préparation des plans d'action nationaux EPT se présente comme suit : Sur les 46 pays de l'Afrique sub-saharienne, sept (7) pays ne disposent ni de Plan national d'Education et de Formation (PNEF) ni de Plan d'Action National (PAN). Cinq (5) pays ( Erythrée, Ghana, R.D. du Congo, la Somalie et la Zambie ) n'ont fourni aucune donnée requise. Six (6) pays (Angola, Cameroun, Djibouti, la Guinée, le Sénégal et le Tchad), disposent d'une première version de plan d'action national. en attente de validation. Quant aux protocole d'accord qui matérialise concrètement l'engagement des gouvernements et des parrains de l'EPT, seulement neuf (9) pays sur 46 ont bénéficié de l'attention particulière des principaux acteurs.

La timidité de la majeure partie des partenaires techniques et financiers à appuyer le processus, le manque d'engagement de nos gouvernements et la faible capacité institutionnelle au niveau national sont les principales raisons qui expliquent cette situation préoccupante.

Les derniers fora régionaux et sous- régionaux de l'EPT organisés par l'UNESCO en collaboration avec les parrains de l'EPT dont l'objectif général était de faire le point sur l'état d'avancement de la préparation des plans d'action nationaux EPT, d'identifier les contraintes majeures et de proposer des solutions pour faire aboutir le processus dans les délais requis se sont soldés par des recommandations suivantes:

\* A l'endroit des gouvernements, renforcer le leadership des ministres en charge de l'éducation en insistant sur le rôle fondamental de ces derniers dans la réalisation des objectifs de l'EPT. A cet effet, les gouvernements devront créer des partenariats pour appuyer le processus et renforcer les capacités des ONG et des organisations de la société civile;

\* A l'endroit des partenaires techniques et financiers, la nécessité de respecter les engagements visant à accompagner les gouvernements dans le processus de réalisation des objectifs de l'EPT en dégageant les ressources adéquates. L'UNESCO devra pour ce faire mettre en place des mécanismes opérationnels de mobilisation de ressources, de coordination et de gestion efficace des appuis techniques et financiers des partenaires locaux, bilatéraux et multilatéraux.

\* A l'endroit de l'ensemble des acteurs, apporter un appui technique aux coordinations nationales EPT dans le domaine de la formation, de la maîtrise des outils de diagnostic, de collecte et d'analyse des données et de l'utilisation des indicateurs de performances et de suivi.

\* Enfin les coordonnateurs EPT doivent veiller à l'application des critères de crédibilité des plans d'action nationaux et au respect des échéances fixées.

L'analyse de la situation actuelle de la préparation des plans d'action nationaux à trois mois de l'échéance nous amène à nous poser quelques questions préoccupantes. Combien de plans d'action nationaux crédibles seront prêts d'ici septembre 2002? Que se passera-t-il après septembre 2002 si les résultats attendus pour cette échéance ne sont pas réalisés ou encore moins confortables? Quelles nouvelles stratégies adoptées pour plus d'efficacité et de meilleurs résultats?

Les principaux acteurs de l'EPT devraient déjà prendre conscience de la situation et envisager des mesures adéquates pour répondre à ces interrogations.

ABDON SOFONNOU  
BREDA / UNESCO  
s.abdon@unesco.org

## REUNIONS EPT

### **Atelier sous-régional sur l'intégration de l'éducation aux droits de l'homme, à la culture de la paix et à la démocratie dans les plans d'action nationaux de l'Education pour Tous du 17 au 21 juin en Gambie**

Un atelier sous-régional sur l'intégration de l'éducation aux droits de l'homme, à la culture de la paix et à la démocratie dans les plans d'action nationaux de l'Education Pour Tous a été organisé par l'UNESCO-BREDA en collaboration avec la commission nationale gambienne pour l'UNESCO.

L'objectif principal de l'atelier était d'appuyer les Etats membres pour l'intégration dans les Plans Nationaux de l'EPT d'une stratégie pour l'éducation et pour l'élaboration des matériels pédagogiques sur l'éducation à la culture de la paix, aux droits de l'homme et la démocratie.

Ont participé à cette rencontre : les coordonnateurs nationaux EPT, spécialistes en éducation aux droits de l'homme et à la culture de la paix, l'UNICEF, la Chaire UNESCO sur la culture de la paix en Côte d'Ivoire, ainsi que des représentants du Bureau International de l'Education ( BIE) et du Siège de l'UNESCO.

Les objectifs spécifiques de l'atelier étaient de :

- former les Coordonnateurs Nationaux de l'EPT aux techniques d'introduction de l'éducation à la culture de la paix, aux droits de l'homme et à la démocratie dans les Plans Nationaux de l'EPT de leurs pays.
- former des experts en éducation de droits de l'homme sur les politiques et méthodologies relatives à l'éducation aux droits de l'homme.
- encourager une collaboration entre les participants notamment entre coordonnateurs EPT et spécialiste en Education.
- identifier les besoins des pays en matière de conception et de production de matériels pédagogiques destinés à l'éducation à la culture de la paix et aux droits de l'homme.

Les travaux de l'atelier s'étaient structurés autour des points suivants :

- échange d'expériences
- analyse des problèmes et des besoins

Ces travaux ont connu:

- de brèves communications des participants sur l'enseignement des droits de l'homme et de la culture de la paix au niveau national
- des discussions en sessions plénières
- des sessions de travail par groupes de pays: Les coordonnateurs EPT et les spécialistes en éducation aux droits de l'homme et à la culture de la paix ont travaillé ensemble afin de procéder à une analyse des besoins, de développer des initiatives concrètes et pertinentes propres à leurs pays et contextes respectifs et de produire un plan de travail préliminaire.

Ces travaux ont permis d'avoir :

- Des échanges fructueux et la collaboration entre différents participants ;
- L'approfondissement des connaissances des coordonnateurs en éducation aux droits de l'hommes et à la culture de la paix, et aux experts en la matière de mieux saisir les objectifs et modalités de l'éducation pour tous.  
Coordonnateurs et spécialiste en éducation sont désormais mieux outillés pour collaborer au niveau national dans l'élaboration d'un plan d'action national pour l'introduction de l'éducation à la culture de la paix, aux droits de l'homme et à la démocratie dans les programmes d'éducation et dans les Plans Nationaux de l'EPT.
- Des fiches préliminaires de planification ont été élaborées respectivement par 3 groupes de pays représentés chacun par le coordonnateur EPT et l'expert en éducation à la culture de la paix et aux droits de l'homme.
- Les fiches sont incluses dans le rapport final de l'atelier et serviront de base pour l'élaboration d'un manuel sur les stratégies et techniques d'introduction des notions d'éducation à la paix, aux droits de l'homme et à la démocratie dans les programmes d'enseignement et dans les plans EPT ainsi que les stratégies pour la conception et la production de matériels pédagogiques destinés à l'éducation à la culture de la paix et aux droits de l'homme.

Eva Iversen  
Expert Associé  
UNESCO-BREDA  
e.iversen@unesco.org

## **Promotion de l'implication de la Société Civile dans l'EPT : Réunion de planification de la mise en œuvre du programme régional de renforcement des capacités des ONG/OSC (UNESCO-Dakar, du 12 au 14 juin 2002)**

L'UNESCO, en partenariat avec la Banque Mondiale et le point focal de la Consultation Collective des ONG sur l'EPT (CCONG/EPT) pour la région Afrique, ANCEFA (ou RACEPT: Réseau Africain de la Campagne sur l'Education Pour Tous), ont organisé un atelier de planification pour la mise en oeuvre du programme régional de renforcement des capacités des ONG/OSC. Il a eu lieu au BREDA, du 12 au 14 juin 2002.

Au lendemain du Forum Mondial de Dakar, l'UNESCO et la Banque Mondiale, en collaboration avec la Consultation Collective des ONG pour l'EPT, ont organisé un séminaire sur la contribution de la société civile à l'éducation en Afrique sub-saharienne (Bamako, novembre 2000). Ce séminaire, auquel ont participé des représentants des Ministères de l'Education en Afrique, des Organisations Non Gouvernementales (ONG) et autres Organisations de la Société Civile (OSC), de la Banque Mondiale, de l'UNESCO ainsi que des partenaires d'aide au développement bi- et multilatéraux, a abouti à la conclusion que la contribution de la société civile à l'EPT pouvait être substantiellement améliorée si les capacités techniques et institutionnelles de ces organisations étaient renforcées.

Sur base des domaines thématiques identifiés à Bamako, un cadre conceptuel d'un tel programme de renforcement des capacités a été développé lors d'un atelier qui s'est tenu à Dakar au mois de mai 2001. Ce cadre conceptuel a été à l'origine de l'élaboration d'un programme régional de renforcement des ONG/OSC en Afrique sub-saharienne dans les domaines (i) de la participation à la formulation et à l'analyse de politiques éducatives et de plaidoyer, (ii) du développement des curricula, (iii) des approches et méthodes pédagogiques ainsi que (iv) de la planification, de la gestion et de l'évaluation des programmes et projets éducatifs et qui a été soumis aux différents partenaires pour avis.

Les activités de la première année du programme, fruit d'un travail consensuel issu de différentes rencontres, se focaliseront sur la formation des ONG/OSC dans six pays qui font partie du groupe des seize pays d'Afrique dont les taux de scolarisation sont les moins élevés en Afrique et dans le monde. Il s'agit du Burkina Faso, de la Guinée Conakry, du Mali, du Niger, du Sénégal et du Tchad. Ces six pays étaient également représentés lors du Sommet des Chefs de l'Etat de Bamako qui a servi de cadre pour l'organisation du premier séminaire régional sur la contribution des ONG/OSC aux objectifs de l'EPT en novembre 2000.

Cet atelier de travail de trois jours, qui a réuni un groupe restreint de planification, composé de représentants de la Société Civile, de personnes ressources ainsi que de professionnels de l'UNESCO, a permis (i) d'opérationnaliser la stratégie de mise en œuvre de la première année du programme, (ii) de développer un certain nombre d'instruments indispensables au lancement du programme dans les six pays retenus pour la phase I et (iii) d'élaborer un plan de travail détaillé.

Contact :Roby Rampin  
UNESCO-Dakar  
Email: [r.rampin@unesco.org](mailto:r.rampin@unesco.org)

## **Séminaire national sur l'Education Pour Tous, Maputo 27-28 mars 2002**

Le ministère de l'Education, en collaboration avec UNESCO Maputo a organisé à Maputo du 27 au 28 mars 2002 un séminaire national sur l'éducation pour Tous. Ce séminaire entendait réunir un large éventail de parties prenantes dans le domaine de l'éducation en vue de renforcer la participation au sens large à l'élaboration du Plan d'action national pour le programme EPT. Les représentants du gouvernement du Mozambique, des Institutions nationales, des ONG, des organisations religieuses, de l'Association des enseignants, des organisations bilatérales et multilatérales ont assisté à ce séminaire et pris part aux sessions de travail. Les participants sont venus de tout le pays, c'est à dire de l'ensemble des 11 provinces du Mozambique.

Les différentes communications incluaient un panorama du processus EPT au Mozambique lues par le Coordonateur national de l'EPT, Mme. Paula Mendonça; une synthèse du développement et de la mise en application du Plan stratégique du secteur de l'éducation (ESSP) du ministère de l'Education effectuée par M. Virgilio Juvane (Directeur national de la Planification, MINED) ainsi que toute une série de présentations livrées par la société civile sur son implication et sa contribution dans la réalisation du programme l'éducation pour tous. La nécessité d'une collaboration entre différentes parties prenantes afin d'atteindre les objectifs de l'EPT est devenu une fois de plus évidente durant le séminaire tout comme la nécessité de vulgariser largement l'ESSP ainsi que le Plan d'action de Dakar dans tout le pays.

Pour un complément d'information contacter :  
Noel Chicuecue  
Responsable nationale de Programme EPT  
[n.chicuecue@unesco.org](mailto:n.chicuecue@unesco.org)

## **Projet de création d'un Forum Africain des Parlementaires pour l'Education (FAPED)**

Pour mieux impliquer les parlementaires africains dans la résolution des problèmes relatifs à l'éducation et les amener à mobiliser plus de ressources, un Groupe de Contact pour la création d'un Forum Africain des Parlementaires pour l'Education (FAPED), a été mis sur pied sous l'initiative des parlements de Maurice et du Sénégal. Le Groupe de Contact qui s'est réuni à Dakar (Sénégal), du 21 au 23 janvier 2002 et à Port Louis (Maurice), du 6 au 8 juin 2002, est composé de neuf pays : Cameroun, Cap Vert, Kenya, Maurice, Maroc, Nigeria, Namibie, Sénégal et Soudan.

La première rencontre a eu pour objectifs majeurs la présentation du projet de création du FAPED et des documents de travail suivants :

- Objectifs et stratégies du FAPED
- Projet de Statuts pour la création du FAPED
- Projet de règlement intérieur
- Projet de règlement financier
- Programme d'activités et financement

- Déclaration de Port Louis

Il a été souligné, au cours de cette première rencontre, la nécessité de vulgariser la qualité de l'éducation et l'intérêt majeur pour l'Afrique de développer l'action du FAPED dans les perspectives ouvertes par le NEPAD. Les députés présents à cette rencontre ont signé une déclaration commune pour marquer leur totale adhésion à l'initiative de création du FAPED.

Placée dans le cadre du suivi de la rencontre de Dakar, la deuxième réunion du Groupe de Contact de Port Louis a permis d'examiner les documents de travail susmentionnés qui seront soumis aux parlementaires africains pour réexamen et adoption lors de la Conférence Constitutive qui aura lieu en Tanzanie du 27 novembre au 2 décembre 2002, en marge de la 8<sup>ème</sup> Conférence des Ministres de l'Education Nationale d'Afrique (MINEDAF VIII). Il a été retenu à la fin de cette rencontre que l'éducation constitue la solution pour la paix, la stabilité et le développement économique.

A travers la création de ce forum, les parlementaires entendent se mobiliser en faveur de l'éradication de l'analphabétisme, la lutte contre la pauvreté, la promotion de l'éducation de la jeune fille et de la femme, la lutte contre le SIDA et les autres maladies affectant profondément l'avenir de l'Afrique, l'accès aux nouvelles technologies de l'information et de la communication, la promotion de l'éducation à la paix et privilégier un partenariat aussi étroit que possible avec l'UNESCO et les institutions internationales tels que le PNUD, l'UNICEF, la Banque Mondiale, le FNUAP, la Banque Africaine de Développement, l'Union Parlementaire Africaine ainsi que les différentes composantes de la société civile.

Mactar Diagne / Achille Olloy  
BREDA  
Mt.diagne@unesco.org / a.olloy@unesco.org

## L'EDUCATION EN AFRIQUE

### L'Unesco juge préoccupante la situation de l'éducation en Afrique

(PANA) Dakar, Sénégal - 29/04/2002 - Le directeur du Bureau régional de l'UNESCO pour l'éducation en Afrique (BREDA), M. Armoogum Parsuramen, a jugé "extrêmement préoccupante" la situation de l'éducation en Afrique, deux ans après le Forum mondial sur l'Education qui s'est tenu en avril 2000 à Dakar.

"En Afrique, 22 pays risquent de ne pas pouvoir offrir cinq années d'éducation à leurs enfants à mi-parcours de l'actuelle décennie, a-t-il déclaré, ajoutant qu'il est fort possible qu'en 2015, plus de 30 pour cent des enfants n'aient pas fréquenté l'école primaire ou ne sachent ni lire ni écrire".

Dans une allocution prononcée, lundi à Dakar, à la cérémonie d'ouverture d'un symposium commémorant le deuxième anniversaire du Forum mondial sur l'Education, M. Parsuramen a rappelé que le premier pas vers la réalisation des objectifs de l'Education pour tous (EPT) en 2015 consistait en l'élaboration des plans nationaux de l'éducation pour tous.

"Or à l'heure actuelle, seuls le Sénégal, le Cameroun, le Tchad, la Guinée-Conakry et l'Angola disposent d'un plan", a constaté le directeur du BREDA, qui s'exprimait devant des représentants du ministère sénégalais de l'Education nationale, des syndicats d'enseignants, des parents d'élèves et des ONG.

M. Parsuramen a souligné qu'en Afrique subsaharienne environ 38 millions d'enfants n'ont pas encore accès à l'école et que le taux de redoublement tourne autour de 17 pour cent. De plus, a-t-il dit, on dénombre environ 13 millions d'orphelins du SIDA pour lesquels les chances d'aller à l'école sont très minimes, car "l'épidémie tue dans certains pays de la région plus d'enseignants qu'on ne peut en recruter"

Pour permettre à l'Afrique d'atteindre les objectifs fixés par le Forum mondial de Dakar, le directeur du BREDA a invité les bailleurs de fonds, les gouvernements et la société civile africaine à redoubler d'efforts.

"Priver des millions d'enfants d'un minimum d'éducation aurait des conséquences désastreuses non seulement sur leurs propres pays, mais sur l'humanité tout entière pour les générations à venir", a encore dit le directeur du BREDA, qui a exhorté les gouvernements africains à multiplier leurs efforts.

M. Parsuramen a invité les journalistes et les parlementaires à intensifier leur plaidoyer avant de se féliciter des progrès réalisés depuis plusieurs années par certains pays dont l'Erythrée, la Gambie et le Malawi.

"Je lance un appel pressant aux bailleurs de fonds, aux ONG, à la société civile, au secteur privé, aux milieux d'affaires afin qu'ils mettent davantage leurs potentialités au service de l'éducation", a encore dit le patron du BREDA.

## **L'Afrique réclame 5 millions d'enseignants**

(PANA) Paris, France - 24/05/2002 - Le Groupe des ambassadeurs africains accrédités auprès de l'UNESCO a déposé, devant le Conseil exécutif (CE) de l'institution onusienne, une résolution réclamant 5 millions d'enseignants pour le continent, a-t-on appris dans les milieux diplomatiques africains à Paris.

"Nous estimons que pour combler le manque d'enseignants sur le continent, nous avons besoin d'au moins cinq millions d'enseignants. Et l'UNESCO, dont le Conseil exécutif se tient actuellement à Paris, peut nous aider à rattraper ce retard", a déclaré, à la PANA, M. Philippe Sawadogo, représentant permanent du Burkina Faso à l'UNESCO.

M. Sawadogo, qui est cumulativement avec ses fonctions, président du Groupe africain à l'UNESCO, a en outre précisé que lui et ses autres collègues africains ont rencontré le directeur général M. Matsuura Koïchiro pour le sensibiliser sur les attentes de l'Afrique en matière d'éducation.

Les ambassadeurs africains proposent qu'un million de dollars, pris sur les crédits antérieurs non consommés, serve à démarrer la campagne de formation d'enseignants sur le continent où, selon eux, le problème se pose sous forme d'une urgence absolue.

"Si vous prenez l'exemple du Burkina Faso, mon pays, il existe actuellement des écoles construites, mais non occupées parce que nous n'avons pas assez d'enseignants pour assurer les cours", a déploré M. Sawadogo, qui fut, pendant 12 ans, responsable du Festival panafricain du cinéma de Ouagadougou (FESPACO).

Outre le déblocage des crédits, les ambassadeurs africains souhaitent obtenir de l'institution onusienne un appui en expertise afin d'assurer sur place en Afrique la formation dans des écoles spécialisées des enseignants.

Intervenant lors de la présentation de la journée de l'Afrique, qui aura lieu le 25 mai dans les locaux de l'UNESCO à Paris, l'ambassadeur du Sénégal en France M. Doudou Diop a, quant à lui, situé toute l'importance de l'éducation dans le développement de l'Afrique.

Le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) accorde une place de choix aux ressources humaines, a souligné le diplomate sénégalais, qui a invité les Etats du continent à consacrer davantage de ressources financières à l'éducation.

"L'Afrique ne peut se développer que par le biais de son système éducatif. Je me réjouis de constater que cette préoccupation occupe une bonne place dans le NEPAD", s'est félicité M. Diop.

\* Un plan de travail détaillé a déjà été élaboré pour la mise en route de l'opération

## **Pour une revalorisation de la profession enseignante en Afrique**

(PANA) Paris, France - 22/05/2002 - Plusieurs participants au Colloque international sur l'Education de base pour tous dans les pays francophones à Saint-Denis, près de Paris, ont appelé à une revalorisation du métier d'enseignant en Afrique.

Les représentants des dix Etats africains à ce colloque, dont le thème est "Education de base pour tous dans la Francophonie à l'heure de la mondialisation : une perspective comparative", ont exclu toute amélioration de la qualité de l'enseignement sur le continent sans véritable revalorisation sociale et économique de la profession enseignante.

"Depuis quelques années, nous assistons à une dégradation, partout en Afrique, des conditions de vie et du statut social de l'enseignant. Une telle situation a inévitablement des répercussions sur la qualité de l'enseignement", a souligné lors d'une intervention devant le colloque Mamadou Billo-Barry de la Guinée-Conakry.

Selon M. Barry, qui est par ailleurs représentant à Conakry du Groupe d'étude pour l'éducation en Afrique (GRETAF), les institutions financières internationales, dont la Banque mondiale (BM) ont participé à la "déchéance" économique et sociale de l'enseignant africain.

L'analyse du délégué du GRETAF au colloque international de Saint-Denis a reçu un écho favorable parmi les délégations africaines, qui ont dénoncé "la promotion" d'une catégorie d'enseignants au rabais dans les pays sous ajustement structurel avec la Banque Mondiale et le Fonds monétaire international (FMI).

"Nous avons chez nous testé la formule des volontaires de l'Education sur le conseil des institutions internationales. Je ne suis pas sûr qu'elle a donné de bons résultats", a rappelé Abdoulaye Teuw, du GRETAf-Sénégal.

Sans sous-estimer l'importance des questions de mobilisation des ressources financières extérieures, les participants au colloque ont insisté sur la nécessité d'accorder une plus grande priorité aux conditions matérielles et morales d'exercice du métier d'enseignant en Afrique.

Il y n'y a pas si longtemps l'enseignant était en Afrique "le mwalimu" (maître), le personnage le plus respecté de la société, a rappelé l'universitaire nigérian Pai Obanya, souhaitant qu'on revienne à cette situation afin d'assurer sur le continent une Education de bonne qualité.

## **L'Afrique peut financer l'EPT, selon un universitaire nigérian**

(PANA) Paris, France - 21/05/2002 - Les pays africains peuvent financer sans aucun concours extérieur le programme Education pour tous (EPT), a estimé mardi à Paris le professeur nigérian, Pai Obanya.

Lors d'une intervention devant le Colloque international sur l'Education de base auquel il participe, M. Obanya a indiqué que les politiques éducatives en Afrique souffrent non pas de difficultés de financement, mais d'un déficit de volonté politique.

"Le pays africain le plus pauvre a les moyens de financer son programme national d'EPT. Il suffit pour cela de réaliser des économies importantes sur le train de vie de l'Etat qui entraîne d'énormes gaspillages de l'argent public", a déclaré l'universitaire nigérian.

M. Obanya, qui fut directeur du Bureau régional pour l'éducation en Afrique (BREDA) à Dakar au Sénégal, a appelé en outre les Etats africains à compter en matière de financement des politiques éducatives sur leurs ressources propres.

"L'assistance financière extérieure ne doit être qu'un appoint aux crédits dégagés par les budgets nationaux", a estimé l'ancien fonctionnaire du BREDA.

Illustrant son argumentaire par l'exemple de son pays, le Nigeria, l'universitaire a souligné qu'en Afrique, en plus des problèmes financiers, l'Education est confrontée aux politiques de décentralisation incohérentes et à l'existence des statistiques peu fiables.

"J'ai constaté que pendant trois années, à chaque fois que j'ai souhaité avoir des statistiques dans le domaine de l'Education, un pays africain m'a communiqué les mêmes chiffres. Ce qui amène à douter de leur fiabilité", a témoigné de son côté le représentant de l'Association francophone d'éducation comparée (AFEC) au colloque international de Saint-Denis.

En dépit des problèmes cruciaux qui se posent à elle, l'Education en Afrique ne doit pas désespérer les spécialistes, a nuancé le Pr Obanya, qui a précisé que de nombreux pays du continent font des efforts qu'il convient de saluer.

"Quand on voit les performances que réalisent dans le secteur de l'Education des pays comme l'Afrique du Sud, le Sénégal, le Swaziland, l'Ile Maurice, la Namibie pour ne citer que ceux-là, il y a de bonnes raisons d'espérer du système éducatif en Afrique", a encore dit l'ancien

directeur du BRENDA, souhaitant que les autres Etats du continent prennent l'exemple sur ceux qui réussissent.

## **Les Etats-Unis vont consacrer 357 millions à l'éducation**

(PANA) Paris, France 15/05/02 - La Première Dame des Etats-Unis, Laura Bush a déclaré à Paris que le gouvernement américain allait consacrer 357 millions de dollars américains au financement des programmes d'éducation dans les pays pauvres en 2002.

Mme Bush a fait cette déclaration dans un discours prononcé à l'occasion du Forum 2002 de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) à Paris.

Elle a déclaré que cette somme représentait une augmentation, comparée au montant de 285 millions de dollars débloqués en 2001 et a confirmé l'engagement de l'administration Bush à soutenir les initiatives en matière d'éducation pour stimuler la croissance économique à travers le monde.

Selon elle, l'administration de son époux a ciblé la délivrance d'une éducation de qualité comme une priorité essentielle.

Ce forum, auquel participe des ministres, des lauréats du Nobel, des capitaines de l'industrie, des responsables syndicaux et des ONG influentes sur les questions mondiales, a pour thème : "S'occuper des questions fondamentales : Sécurité, Egalité, Education et Croissance".

Lors de cette conférence, les participants ont débattu des meilleurs moyens de relever les principaux défis auxquels est confrontée la communauté internationale afin de bâtir un monde plus pacifique, et tolérant dans lequel la prospérité économique ferait la promotion de l'égalité à travers le monde.

L'éducation a été identifiée comme une composante essentielle de la croissance économique et comme déterminante pour la construction de sociétés plus tolérantes, démocratiques et prospères.

Laura Bush est créditée de la défense des causes de l'éducation à travers le monde ainsi que d'un soutien significatif aux enseignants qu'elle considère comme les acteurs essentiels d'une éducation de qualité qui a ouvert les portes de l'espoir à de nombreux peuples dans le monde.

Elle a salué plusieurs pays africains dont l'Ouganda qui, selon elle, ont enregistré des acquis significatifs dans ce secteur avec le soutien de l'Agence américaine pour le développement international (USAID) qui a permis à ces pays de scolariser 17 millions d'enfants.

Que l'Ouganda ait consacré 31 pour cent de son budget à l'éducation constitue un signe de son engagement à renforcer les opportunités d'instruction dans ce pays, a-t-elle souligné.

Mme Bush a aussi mis l'accent sur la lecture au niveau préscolaire comme un élément nécessaire pour une alphabétisation précoce des enfants afin de leur permettre d'enregistrer plus de succès à l'avenir.

## **ACTIONS PAR PAYS**

### **NIGERIA : Réunion de l'UNESCO à Lagos pour relever le niveau de l'éducation**

(PANA) Lagos, Nigeria - 16/05/2002 - L'UNESCO et le ministère nigérian de l'Education ont organisé à Lagos une réunion de deux jours dans le cadre d'un partenariat durable destinée à relever le niveau de l'éducation de base dans le pays.

Dans un entretien accordé à la presse, le représentant de l'UNESCO au Nigeria, M. Hubert Charles, a déclaré que cette rencontre tentera de renforcer l'implication du secteur privé dans la fourniture des services d'éducation de base.

Il a aussi annoncé sa volonté d'œuvrer à la signature d'un accord portant création d'un Fonds spécial "qui constituera une source d'appui à des initiatives sélectionnées du secteur privé ainsi qu'un soutien à un programme à moyen ou long terme de recherche, d'expérimentation et de mise à jour qui sera mis en oeuvre dans les établissements d'enseignement en vue de l'Education pour tous (EPT)".

Le responsable de l'UNESCO a rappelé que le Nigeria avait adopté, avec d'autres Etats membres des Nations unies et à l'issue du Forum mondial de Dakar sur l'Education qui s'est tenu en 2000, le Cadre d'action de Dakar, qui est une déclaration d'intention et d'engagement en faveur de la fourniture de services d'éducation de base de bonne qualité pour tous d'ici à 2015.

M. Charles a affirmé que le Parlement et le ministère de l'Education du Nigeria ont eu une réaction "exemplaire" vis-à-vis du Cadre d'action, notamment avec le renforcement, par le gouvernement, de son programme d'Education de base universelle (EBU) appelé à servir d'"instrument central" pour la réalisation de l'EPT avant l'an 2015.

Cependant, le responsable onusien a fait savoir que les secteurs non-gouvernementaux nigériens devraient s'engager pleinement dans les efforts visant la réussite de l'EPT.

"Du point de vue de l'ONU, le secteur privé est un espace légitime pour les actions entreprises dans le cadre de l'EPT. Chaque société doit s'engager à veiller à ce que tout les membres du personnel et leurs familles participent pleinement à la mise à profit des possibilités d'apprentissage qu'implique l'EPT", a-t-il déclaré.

M. Charles a noté que les efforts visant la réalisation de l'EPT et la fourniture de services d'éducation, en règle générale, vont dans l'intérêt du secteur.

"Une main d'œuvre instruite est plus créative, plus en mesure de comprendre la dynamique du travail et, par conséquent, elle peut être plus facilement recrutée pour renforcer la qualité et améliorer le rendement", a-t-il ajouté.

## **GAMBIE : Campagne « big bang » en faveur de l'EPT 2002**

Le ministère de l'Education en collaboration avec ses partenaires dont UNESCO/NATCOM, les agences de l'ONU, les institutions gouvernementales, les médias, les organisations religieuses et les ONG travaillant dans le secteur vont se lancer du 24 au 30 juin 2002 dans une campagne baptisée campagne « big bang » en faveur de l'Education pour tous. Un groupe de travail a été mis en place le 20 mai 2002 par l'Honorable Ministre de l'Education.

Ce groupe de travail est chargé de mener une campagne de sensibilisation massive et intense en faveur de l'inscription scolaire dans des zones considérées comme étant les plus démunies et ayant le plus grand nombre d'enfants non scolarisés. Des élèves de terminale et les membres de l'Association des élèves du secondaire (NASSA) font partie de cette campagne. Ils voyageront avec le groupe de travail dans toutes les zones concernées afin qu'ils puissent servir de modèle aux enfants non scolarisés.

Les objectifs de cette campagne sont :

- Faire de chaque école/madrassa une institution accueillante pour les filles
- Faire de chaque communauté/village/hameau une communauté amicale pour les filles
- Assurer que chaque enfant en âge d'aller à l'école est inscrit dans une école/madrassa d'ici septembre 2002
- Évaluer les autres besoins de la communauté/village/hameau
- Développer un plan stratégique en faveur de la durabilité du Mouvement EPT
- Créer des centres d'alphabétisation avec des enseignants polyvalents pour dispenser l'enseignement
- Relier les Centres d'alphabétisation et de Développement de la petite enfance (ECD) au programme des Clubs des mères
- Encourager la création de Centres ECD décentralisés

### **ACTIVITIES**

- Mobilisation : Les élèves de terminale des régions Four, Five et Six seront les hôtes des autres élèves qui se rendent dans leur localité.
- Mobilisation : Des vêtements d'occasion seront collectés avec l'aide d'élèves volontaires. Ils seront ensuite offerts durant les visites porte-à-porte
- Réunions : Des réunions de groupe se tiendront au niveau des départements, des villages et des circonscriptions.
- Sensibilisation : Le groupe de travail et les élèves de terminale effectueront des visites dans les zones concernées par un programme de sensibilisation intense.
- La collecte de données : L'équipe de campagne va également recueillir des informations et des données liées aux activités EPT.
- Activités de suivi : Les Bureaux régionaux de l'éducation, les comités, les élèves volontaires et les partenaires de leurs localités sont censés prendre la suite des activités de l'équipe de travail. Ceci maintiendra la dynamique jusqu'à la réouverture des classes en septembre 2002

Mrs. Sukai Bojang

Secrétaire Général

Le commission nationale pour l'UNESCO

smbojang@hotmail.com

## **MOZAMBIQUE : Célébration de la semaine EPT, Maputo 22-26 Avril 2002**

UNESCO Maputo, avec le concours du ministère de l'Education, le Mouvement EPT au Mozambique et la Commission nationale pour l'UNESCO a organisé différentes activités pour célébrer le deuxième anniversaire du Forum mondial sur l'Education organisé à Dakar en 2000. Ces célébrations étaient l'occasion de "renouveler la dynamique créée à Dakar et d'encourager un débat public sur les questions clé liées au Programme Education pour Tous".

Cette semaine a été célébrée au Mozambique du 21 mars au 2 mai 2002 dans 5 provinces. Les manifestations et activités ont porté essentiellement sur un concours de dessin réservé aux enfants scolarisés et non scolarisés âgés de 6 à 12 ans. Le thème du concours était "Qu'est-ce que je veux faire quand je serais grand".

Les autres activités incluaient la visite effectuée par les élèves d'un centre pour personnes vivant avec le VIH/SIDA (y compris des enfants séropositifs), des débats, sur le thème de l'Education pour tous et les différents moyens d'accroître l'accès et la diffusion équitable à la radio et à la télévision ainsi que la signature d'un "rapport sur l'école" dans le cadre de la campagne mondiale pour l'éducation qui a été présenté par la suite à l'ambassade du Canada dans le cadre de la préparation du sommet du G8.

La cérémonie de clôture s'est déroulée le 2 mai au lycée Josina Machel. Durant cette cérémonie, les parents, enseignants, enfants, représentants de la société civile présents pouvaient regarder les dessins sélectionnés au sortir du concours de dessin. Parmi les discours clé figurent ceux du ministre de l'Education, de Mme Graça Machel au nom du mouvement Educaçao Para Todos, du représentant de l'ambassade du Canada ainsi que l'allocution du représentant de l'UNESCO. La présentation de ce rapport au ministère de l'Education et à l'ambassade du Canada s'inscrivait dans le cadre des manifestations marquant la clôture de cette semaine de célébration.

contact: Noel Chicuecue  
Responsable nationale de Programme  
[n.chicuecue@unesco.org](mailto:n.chicuecue@unesco.org)